



Aidspan

Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL ET D'AUTRES BAILLEURS DE FONDS S'ENGAGENT À FINANCER LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET À EN FAIRE UNE PRIORITÉ

La pandémie de COVID-19 semble réunir les grandes puissances et les donateurs du monde dans un esprit de forte solidarité (à l'exception notable des pouvoirs politiques des États-Unis et de la Chine).

Le 26 mars, alors que le nombre d'infections par COVID-19 progressait au niveau mondial, les pays du G20 ont tenu un sommet "extraordinaire" par vidéo, convoqué par le roi Salman d'Arabie Saoudite, qui est l'actuel président du G20. Le sommet s'est concentré sur les engagements collectifs, décrits dans une déclaration de 3 pages publiée par le G20 : "Nous sommes déterminés à ne ménager aucun effort, tant individuellement que collectivement, pour protéger des vies, sauvegarder les emplois et les revenus des populations, rétablir la confiance, préserver la stabilité financière, relancer la croissance et se redresser plus fortement, minimiser les perturbations du commerce et des chaînes d'approvisionnement mondiales, apporter une aide à tous les pays qui en ont besoin et coordonner les mesures de santé publique et les mesures financières".

Le sommet n'a toutefois pas débouché sur des investissements immédiats de fonds tangibles pour lutter contre la pandémie, mais s'est plutôt concentré sur des engagements généraux visant à sauvegarder l'économie mondiale, à remédier aux perturbations du commerce international et à renforcer la coopération mondiale, indique la déclaration.

Renforcer le mandat de l'OMS et sa capacité à réagir

Sur le front de la santé publique, les pays du G20 ont convenu de partager des données et des documents, de renforcer le mandat de l'OMS et de "travailler rapidement ensemble et avec les parties

prenantes pour combler le déficit de financement du plan stratégique de préparation et d'intervention de l'OMS", qui, selon l'OMS, a besoin "d'au moins 675 millions de dollars pour les efforts d'intervention critiques dans les pays qui ont le plus besoin d'aide jusqu'en avril 2020". L'OMS a également noté qu'à mesure que l'épidémie évolue, les besoins de financement vont probablement augmenter.

Le G20 s'est engagé à "fournir des ressources immédiates au Fonds de réponse solidaire COVID-19 de l'OMS, à la Coalition pour la préparation et l'innovation en matière d'épidémies (CEPI) et à Gavi, l'Alliance pour les vaccins", mais la promesse de "ressources immédiates" a été rapidement nuancée par le fait qu'elle se ferait "sur une base volontaire", par pays. On ne connaît pas encore très bien le résultat de cet engagement ni comment il se traduira en termes de décisions des pays concernant leurs ressources supplémentaires respectives pour l'OMS.

Le résultat final

En ce qui concerne l'argent effectivement promis pour lutter contre la pandémie et ses conséquences économiques, les sommes importantes versées par les principaux donateurs et pays du monde semblent être principalement consacrées à des plans de relance économique, étant donné les retombées sur les entreprises résultant de l'immobilisation quasi totale ou totale de nombreux pays. Selon M. Devex, plus de 4 600 milliards de dollars ont été promis ou investis dans des initiatives liées au COVID-19. Cela comprend des initiatives soutenues par les gouvernements d'une valeur de 2 900 milliards de dollars visant à atténuer l'impact économique de COVID-19, dont 1 000 milliards de dollars provenant des États-Unis ou destinés aux États-Unis (les États-Unis ont ensuite annoncé un programme de 2 000 milliards de dollars). Les initiatives nationales représentent les deux tiers (67 %) des 2 900 milliards de dollars, tandis que les initiatives multirégionales représentent le tiers restant.

Les institutions multilatérales soutiennent 65 initiatives d'une valeur de 1,1 billion de dollars, et l'Union européenne investit 1 billion de dollars dans 11 initiatives, a déclaré M. Devex, dont 41 milliards de dollars pour les dépenses de santé liées aux coronavirus en Europe de l'Est et de l'Ouest. Une fois de plus, il est difficile de saisir ce que cela signifiera, concrètement, pour les pays.

Les engagements du Fonds mondial sur COVID-19

Au début du mois de mars, le Fonds mondial a publié de nouvelles directives accordant aux pays une certaine souplesse dans l'utilisation des économies réalisées dans les subventions ou dans la reprogrammation de 5 % de leurs subventions actuelles approuvées pour le VIH, la tuberculose, le paludisme ou le renforcement des systèmes de santé – soit un montant pouvant atteindre 500 millions de dollars sur l'ensemble du portefeuille – pour les activités liées au COVID-19, "afin d'atténuer les conséquences potentielles de la pandémie sur les programmes existants de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme". Le Fonds mondial recommande que les pays accordent une attention particulière à la protection des travailleurs de la santé, à la communication avec les communautés touchées, au maintien des services essentiels, à la coordination de la chaîne d'approvisionnement, à la reconstitution rapide des stocks, à la désinfection des actifs et à la gestion des déchets. (Voir [l'article](#) consacré à ce sujet dans ce numéro pour plus de détails sur les nouvelles directives du Fonds mondial et sur les réponses des pays jusqu'à présent).

Le Fonds mondial a également mis à jour ses dates de soumission des demandes de financement pour 2020 (voir [l'article](#) dans ce numéro), afin de donner plus de souplesse aux candidats pour soumettre leurs demandes de financement dès qu'elles sont prêtes.

Le directeur de la communication du Fonds mondial, Seth Faison, a réagi pour l'OFM le 1er avril :

"Nous craignons une portée potentiellement catastrophique du COVID-19 dans les pays où le Fonds mondial octroie des subventions, menaçant le fonctionnement des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, de submerger les communautés et les systèmes de santé, et de causer des

décès à une vitesse et à une échelle probablement jamais vue depuis 1918. Nous faisons de notre mieux pour agir rapidement afin de répondre à la crise du COVID-19, aux côtés de l'OMS et des partenaires mondiaux de la santé. Nos partenaires dans les pays qui utilisent actuellement les ressources du Fonds mondial pour se préparer à la COVID-19 travaillent déjà d'arrache-pied pour acheter des produits de santé essentiels afin de limiter la propagation du virus, et pour préparer les outils de diagnostic ainsi que les systèmes de santé et infrastructures nécessaires au traitement des personnes touchées par la maladie. Dans pratiquement tous les pays, les agents de santé ont une longueur d'avance sur les gouvernements et la population en général en reconnaissant la gravité de la pandémie et l'importance de prendre des mesures énergiques.

Bien qu'il n'existe que peu de données confirmées à ce jour sur l'impact direct du COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, nous sommes très préoccupés par les effets négatifs potentiels. Les personnes vivant avec la tuberculose sont clairement plus vulnérables au COVID-19 ; les interventions contre le paludisme, notamment la distribution de moustiquaires, la chimioprophylaxie contre le paludisme saisonnier et le traitement de la fièvre infantile, nécessitent des interactions en face à face qui peuvent être limitées lorsque les systèmes sont débordés ; les personnes vivant avec le VIH, dont le système immunitaire est affaibli, sont également susceptibles d'être exposées au COVID-19. Assurer un accès continu au traitement pendant les mesures de fermeture et de confinement constituera un défi de taille, et les personnes les plus vulnérables seront probablement celles qui auront le moins accès à des soins de santé de qualité. Pour toutes ces raisons, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir”.

Groupe de la Banque mondiale

Début mars également, alors que le monde commençait à réaliser que le COVID-19 n'était pas seulement un problème pour la Chine et ses voisins immédiats (l'OMS n'avait pas encore déclaré une pandémie), le groupe de la [Banque mondiale](#) a annoncé un programme de financement de 12 milliards de dollars pour soutenir les pays dans leurs réponses au SRAS-CoV-2, le virus qui provoque la COVID-19. (Le 17 mars, la Banque a annoncé 2 milliards de dollars supplémentaires, ce qui porte le total à 14 milliards de dollars). Les fonds proviennent de trois des cinq branches du groupe : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA) et la Société financière internationale (SFI).

Le financement est destiné à soutenir les systèmes de santé nationaux, l'endiguement des maladies, le diagnostic, le traitement et le secteur privé, a indiqué M. Devex. Les 8 milliards de dollars provenant de la SFI iront aux institutions financières qui, à leur tour, prêteront aux entreprises. Il s'agira notamment de celles du secteur des soins de santé et d'autres secteurs connexes qui connaissent une demande accrue de leurs services en raison de la pandémie. L'aide initiale du groupe se concentrera sur les pays identifiés comme les plus vulnérables, selon les évaluations des risques et de la vulnérabilité de l'OMS.

Le Fonds de solidarité de l'OMS

À la mi-mars, l'OMS a lancé son Fonds de réponse solidaire COVID qui, en deux semaines, a recueilli 108 millions de dollars auprès de plus de 200 000 personnes et organisations.

Jusqu'à présent, les efforts de réponse essentiels financés par l'OMS – dont une plus grande partie sera vraisemblablement financée par le Fonds de solidarité – comprennent des activités visant à suivre et à comprendre la propagation du virus, à garantir que les patients reçoivent les soins dont ils ont besoin, à acheter et à expédier des fournitures essentielles telles que des masques, des gants et des vêtements de protection pour les professionnels exposés en première ligne, à produire et à diffuser des orientations et des conseils pour les professionnels de santé, à accélérer les efforts de mise au point de vaccins, de tests et de traitements.

Concrètement, cela se traduit par une aide aux pays en matière de fournitures, d'informations et de formation essentielles, par exemple : fournir 1. 5 millions de kits de diagnostic à 120 pays ; l'achat et l'expédition de fournitures médicales d'urgence à 745 pays, dont 795 000 masques chirurgicaux et N95, 987 000 gants, 96 000 blouses, 22 000 lunettes ; la production de 40 documents d'orientation technique pour les professionnels de santé, les écoles, les lieux de travail et le grand public ; le lancement du service de messagerie d'alerte sanitaire basé sur WhatsApp (qui a touché plus de 10 millions d'utilisateurs en trois jours) ; et le renforcement des capacités de réaction des pays grâce à des cours multilingues en ligne sur la [plateforme OpenWHO](#), qui a enregistré plus d'un million d'inscriptions.

PEPFAR, USAID et les États-Unis

L'enveloppe de 2 billions de dollars annoncée par le président Trump le 27 mars dernier comprend une partie du financement des efforts de développement international des États-Unis – notamment l'IDA et la SFI de la Banque mondiale, ainsi que la Banque africaine de développement – mais la majeure partie est axée sur la réponse nationale du pays au COVID-19.

La directrice du PEPFAR, Deborah L. Birx, coordinatrice américaine de la lutte contre le sida dans le monde, et Angeli Achrekar, principal coordinateur adjoint américain de la lutte contre le sida dans le monde, ont publié le 23 mars une déclaration dans laquelle elles affirment que le PEPFAR est "profondément engagé à poursuivre les progrès mondiaux en vue de contrôler l'épidémie de VIH – pays par pays, communauté par communauté".

La déclaration poursuit en disant « qu'en nous joignant au monde pour faire face aux défis uniques posés par le nouveau coronavirus (COVID-19), nous nous engageons à faire ce qui est nécessaire pour servir, soutenir et protéger nos patients, nos communautés, notre personnel et nos partenaires dans le monde entier ».

Pour participer aux efforts, le PEPFAR agira dans quatre domaines prioritaires : (1) assurer la continuité des soins pour les personnes vivant avec le VIH, (2) tirer parti des systèmes et infrastructures de santé soutenus par le PEPFAR, (3) réduire l'exposition du personnel et des patients aux établissements de soins de santé qui peuvent être surchargés et/ou sources d'exposition potentielle au COVID-19, et (4) assurer la flexibilité de nos programmes quant à la manière de servir au mieux les patients séropositifs dans les zones touchées par COVID-19.

À mesure que des informations plus concrètes seront disponibles auprès d'autres grands donateurs et partenaires mondiaux dans le domaine de la santé, ainsi qu'auprès des pays, l'OFM rendra compte des financements supplémentaires destinés à aider les pays qui bénéficient de subventions du Fonds mondial dans leurs réponses au COVID-19.

Ressources additionnelles:

- [Note d'orientation sur la riposte au COVID-19](#), 4 mars 2020
- The [Rapport de situation](#) sur le soutien au payx affectées pour répondre au COVID-19, 23 mars 2020

- [La page spéciale du Fonds mondial](#) consacrée au COVID-19

Devex's ['World Bank, IFC look to quickly deploy COVID-19 Funds'](#), 20 Marmarsch 2020

[Read More](#)
